

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/12/Add.13/Rev.1

12 décembre 1997

(97-5593)

Comité du commerce des services financiers

Original: espagnol

COMMUNICATION DU VENEZUELA

Offre révisée sur les services financiers

Révision

La communication ci-après est distribuée à la demande du Venezuela aux membres du Comité du commerce des services financiers.

Le Venezuela présente ci-joint sa liste d'engagements spécifiques en matière de services financiers et sa liste d'exemptions de l'article II, qui remplacent celles qui figuraient dans le document S/FIN/W/12/Add.13.

Le Venezuela espère que ces négociations aboutiront à un résultat satisfaisant, qui ouvrira aux fournisseurs vénézuéliens des possibilités de prestation de services financiers.

Le Venezuela se réserve le droit d'apporter des modifications techniques à ces listes.

La Mission permanente du Venezuela serait aussi reconnaissante au Secrétariat de bien vouloir apporter les modifications suivantes à la version anglaise de la liste du Venezuela:

- 1) A la page 4, dans la rubrique intitulée "Reinsurances", mode 3, troisième paragraphe, deuxième et quatrième lignes, remplacer le mot "representations" par "representative offices".
- 2) En ce qui concerne les services bancaires et autres services financiers, quand il est fait mention de la Direction des banques et autres institutions financières, remplacer le mot "Inspectorate" par "Superintendency".

VENEZUELA - LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS			
A. SERVICES D'ASSURANCE ET SERVICES CONNEXES (CPC 812**)	L'autorisation de l'Exécutif national est nécessaire pour exercer les activités d'assurance et de réassurance		
A.1 Assurance			
a) Assurance sur la vie (CPC 81211-81212) (à l'exclusion des caisses de pensions)	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Le Ministre des finances peut interdire aux entreprises d'assurance qui opèrent au Venezuela de souscrire des contrats de réassurance avec des sociétés déterminées.	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant	
b) Assurance autre que sur la vie (CPC 81291, 81292, 81295) (CPC 81296, 81297, 81299)	Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système d'assurance vénézuélien.		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Conformément à la loi pertinente, pour autoriser l'établissement d'entreprises d'assurance et de réassurance, l'Exécutif national, en application de dispositions sans caractère discriminatoire, prend en considération, entre autres facteurs, la situation économique et financière générale et locale.</p> <p>L'établissement dans le pays de succursales d'entreprises d'assurance étrangères n'est pas autorisé. Les entreprises d'assurance qui s'y établissent doivent être constituées en sociétés anonymes.</p> <p>Les activités des sociétés dénommées tontines ou "chatelusianas" et leur forme mixte sont interdites.</p> <p>Le conseil d'administration des entreprises d'assurance doit être composé en majorité de Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Au moins la moitié des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires, conseillers techniques ou juridiques et autres dirigeants doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
A.2 Réassurance c) Réassurance (CPC 81299*)	1) Le Ministre des finances peut interdire aux entreprises de réassurance qui opèrent au Venezuela de souscrire des contrats de réassurance avec des sociétés déterminées.	1) Néant		
	2) Le Ministre des finances peut interdire aux entreprises de réassurance qui opèrent au Venezuela de souscrire des contrats de réassurance avec des sociétés déterminées.	2) Néant		
	3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système de réassurance vénézuélien.	3) Les entreprises de réassurance étrangères doivent renouveler tous les deux ans leur inscription auprès de la Direction des assurances, faute de quoi elles peuvent être radiées du registre des entreprises de réassurance.		
	Conformément à la loi pertinente , pour autoriser l'établissement d'entreprises d'assurance et de réassurance, l'Exécutif national, en application de dispositions sans caractère discriminatoire, prend en considération, entre autres facteurs, la situation économique et financière générale et locale.			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Les entreprises de réassurance étrangères peuvent entretenir des représentations permanentes dans le pays pour l'acceptation de risques de réassurance. Cette représentation est soumise à l'autorisation préalable de la Direction des assurances, qui peut la limiter, l'assortir de conditions ou la refuser.</p> <p>L'établissement dans le pays de succursales d'entreprises étrangères de réassurance n'est pas autorisé.</p> <p>Les entreprises de réassurance doivent être constituées en sociétés anonymes.</p> <p>Le conseil d'administration des entreprises de réassurance doit être composé en majorité de Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays. Au moins la moitié des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs, cadres intermédiaires, conseillers techniques ou juridiques et autres dirigeants de ces entreprises doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
A.3 Courtage en assurance d) Courtage en assurance (CPC 81401)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système d'assurance vénézuélien.</p> <p>L'établissement dans le pays de succursales de sociétés étrangères de courtage en assurance n'est pas autorisé.</p> <p>Les sociétés de courtage en assurance doivent être constituées en sociétés anonymes ou en sociétés à responsabilité limitée.</p> <p>Les actionnaires de sociétés de courtage en assurance doivent être des agents ou des courtiers en assurance agréés au Venezuela, exerçant les activités d'agent ou de courtier en assurance depuis trois ans au moins.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
A.4 Courtage en réassurance d) Courtage en réassurance (CPC 81401)	<p>Dans les sociétés de courtage en assurance, le président et les trois quarts des vice-présidents, directeurs, cadres supérieurs et autres dirigeants ainsi que les agents commerciaux doivent être des Vénézuéliens domiciliés et résidant dans le pays.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
	<p>1) Le Ministre des finances peut interdire aux entreprises d'assurance et de réassurance qui opèrent au Venezuela de souscrire des contrats de réassurance avec des sociétés déterminées par l'intermédiaire de sociétés de courtage en réassurance.</p>	<p>1) Néant</p>	
	<p>2) Le Ministre des finances peut interdire aux entreprises d'assurance et de réassurance qui opèrent au Venezuela de souscrire des contrats de réassurance avec des sociétés déterminées par l'intermédiaire de sociétés de courtage en réassurance.</p>	<p>2) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. SERVICES BANCAIRES ET AUTRES SERVICES FINANCIERS	3) Les sociétés étrangères de courtage en réassurance peuvent négocier au nom d'entreprises de réassurance non domiciliées dans le pays pour l'acceptation de risques de réassurance. Cette représentation est soumise à l'autorisation préalable de la Direction des assurances, qui peut la limiter, l'assortir de conditions ou la refuser. Les sociétés de courtage en réassurance doivent être constituées en sociétés anonymes ou en sociétés à responsabilité limitée.	3) Néant	
	4) Non consolidés, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
B.1 Banques et autres institutions financières	L'autorisation des organismes de contrôle compétents est nécessaire pour pratiquer l'intermédiation financière au Venezuela.		
a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public (CPC 81115-81116)	1) Non consolidé 2) Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales (CPC 8113, à l'exclusion de la sous-classe 81139)</p> <p>c) Services de crédit-bail avec option d'achat (CPC 8112)</p> <p>d) Services de règlement et de transferts monétaires (CPC 81339)</p> <p>e) Garanties</p> <p>h) Opérations de change (CPC 81333)</p>	<p>3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système financier vénézuélien.</p> <p>Conformément à la loi pertinente, les banques et autres institutions financières ne peuvent exercer des activités promotionnelles et commerciales que sur autorisation de la Direction des banques et autres institutions financières qui, en application de dispositions non discriminatoires, tient compte, entre autres facteurs, de la situation économique, financière, générale et locale.</p> <p>Des institutions financières ou des succursales appartenant à des institutions financières ou des investisseurs étrangers ou des institutions constituées à l'étranger ne peuvent être établies et ouvertes que sur autorisation de la Direction des banques et autres institutions financières, sur avis de la Banque centrale du Venezuela et sur avis favorable du Conseil supérieur de la Direction des banques et autres institutions financières, conformément aux prescriptions et conditions définies dans la Loi générale sur les banques et autres institutions financières.</p>	3) Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>Les banques et autres institutions financières doivent être constituées en sociétés anonymes. Les actions doivent être nominatives et de la même catégorie, sauf sur autorisation spéciale accordée par la Direction des banques et autres institutions financières lorsque la situation le justifie.</p> <p>Au moins la moitié des membres des conseils d'administration des banques et autres institutions financières doivent être résidents sur le territoire national.</p> <p>Les banques ou institutions financières étrangères qui établissent des succursales au Venezuela sont tenues de les doter, pour leurs opérations dans le pays, d'un capital qui ne constitue pas la limite de leur responsabilité.</p> <p>Les bureaux de représentation des banques et des institutions financières étrangères non domiciliées au Venezuela ne peuvent réaliser aucune sorte d'opération, active ou passive; ils peuvent seulement agir en tant qu'intermédiaires entre leurs mandants et les personnes physiques ou morales bénéficiaires de crédits qu'ils leur accordent; à cet effet, ces bureaux</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>communiquent à la Direction des banques et institutions financières des informations relatives aux clauses, conditions, modalités et caractéristiques des opérations en question.</p> <p>Les bureaux de représentation des banques et autres institutions financières étrangères ne peuvent recevoir des dépôts d'aucune sorte ni directement ni indirectement, que ce soit pour leur propre compte ou pour le compte de tiers, ni intervenir dans la réalisation d'opérations passives impliquant des encaissements auprès du public; à cet effet, ils doivent s'abstenir de fournir des informations, de faire des démarches ou d'accomplir des formalités liées à ce genre d'opérations.</p> <p>Les bureaux de représentation ne peuvent changer de domicile ou de lieu d'établissement, cesser toute activité et désigner leurs représentants que sur autorisation préalable de la Direction des banques et autres institutions financières.</p> <p>Les bureaux de représentation ne peuvent faire aucune publicité concernant leurs activités dans le pays. Néanmoins, ils peuvent signaler les locaux où ils exercent</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B.2 Bureaux de change h) Bureaux de change (Achat et vente au public de billets étrangers et de chèques de voyage) (CPC 81333)	<p>leurs activités en utilisant la dénomination des banques ou institutions financières représentées, selon les conditions fixées par la Direction des banques.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Lorsqu'il le juge bon, l'Exécutif national peut demander des conditions de réciprocité pour les capitaux nationaux aux pays d'origine des capitaux étrangers qui participent au système des bureaux de change du pays.</p> <p>Les bureaux de change doivent être constitués en sociétés anonymes.</p> <p>Au moins la moitié des membres des conseils d'administration des bureaux de change doivent être résidents sur le territoire national.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B.3 Marché des capitaux</p> <p>i) Organismes de placement collectif (CPC 81319)</p> <p>1) Fonds communs de placement</p> <p>2) Organismes de placement collectif dans l'immobilier</p> <p>3) Organismes de placement collectif en capital-risque</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les organismes de placement collectif (OPC) doivent prendre la forme de sociétés commerciales ou constituer un fonds fiduciaire et doivent, pour exercer leurs activités, obtenir l'autorisation de la Commission nationale du marché des valeurs mobilières.</p> <p>Les OPC ne peuvent acquérir leurs unités d'investissement à moins que cela ne soit prévu dans leurs statuts et dans les prospectus. Ils doivent investir les fonds dont ils disposent exclusivement en valeurs mobilières autorisées par la législation vénézuélienne.</p> <p>Les OPC ne peuvent acheter et vendre des valeurs mobilières inscrites à la cote des bourses des valeurs du pays que par l'intermédiaire des différentes institutions boursières.</p> <p>Aucun investisseur ne peut détenir plus de 10 pour cent du capital d'un organisme de placement collectif.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
i) Maisons de titres (CPC 81319)	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Pour exercer ses activités, une maison de titres doit être constituée en société anonyme</p> <p>Les maisons de titres doivent être constituées et domiciliées dans la République du Venezuela et doivent, pour exercer leurs activités, obtenir l'autorisation de la Commission nationale du marché des valeurs mobilières.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	
i) Sociétés de gestion de fonds communs de placement (CPC 81319)	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Les sociétés de gestion de fonds communs de placement doivent prendre la forme de sociétés commerciales ou constituer un fonds fiduciaire.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>k) Conseillers en placements (CPC 81332)</p>	<p>Ces sociétés ne peuvent fournir de services simultanément à plusieurs fonds communs de placement si la Commission nationale du marché des valeurs mobilières estime que leurs objectifs d'investissement et leurs plans de vente sont de même nature.</p> <p>Les fonds communs de placement constitués au Venezuela, s'ils sont gérés par des tiers, ne peuvent l'être que par des sociétés de gestion elles aussi constituées à cet effet au Venezuela.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) S'il s'agit de conseils concernant les placements en valeurs étrangères ou pour servir de contact avec des courtiers étrangers ou les représenter, l'autorisation est subordonnée à la situation économique et financière du pays, selon l'avis de la Commission nationale du marché des valeurs mobilières.</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>g) Courtage en valeurs mobilières (à l'exclusion du courtage en options, contrats à terme et autres produits dérivés) (CPC 8132)</p>	<p>La Commission nationale du marché des valeurs mobilières peut révoquer ou annuler les autorisations de fournir des conseils concernant les placements en valeurs étrangères et de servir de contact avec des courtiers étrangers ou de les représenter, quand, à son avis, la situation économique et financière du pays ne convient pas pour réaliser de telles activités.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) L'autorisation d'offrir des valeurs étrangères au public fait l'objet d'une évaluation en fonction de l'intérêt que cette activité présente pour le pays; elle est subordonnée à l'avis favorable de l'Exécutif national.</p> <p>Les administrateurs d'une maison de courtage doivent être résidents dans le pays.</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

VENEZUELA - LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II CONCERNANT LES SERVICES FINANCIERS

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
- Banque (CPC 81115-81116-8112-8113-81333-81339) - Assurances (CPC 812**)	Les autorisations d'accès des capitaux étrangers sur le marché national moyennant une participation au capital des institutions existantes, l'ouverture de succursales et la constitution de nouveaux fournisseurs de services financiers peuvent être assujetties à la réciprocité quand l'Exécutif national le juge nécessaire	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité de tenir compte de la législation vénézuélienne actuelle et de garantir un traitement similaire pour les capitaux vénézuéliens